

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Quid des missions de la Médiature de la République ?

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

QUID des missions de la Médiature de la République ? Cette question est loin d'être inopportune d'autant que celles-ci ont été redéfinies à travers l'adoption par le Conseil des ministres, du 13 septembre dernier, du projet d'ordonnance redéfinissant, justement, les missions dévolues à cette institution quasi-méconnue du grand public. Laquelle, désormais placée sous l'autorité du vice-président de la République, voit son champ de compétences élargi en se voyant confier "des litiges qui encombrant les juridictions".

Ce qui n'en fait plus une institution indépendante au sens des dispositions de la loi 43/2010 du 20 mai 2011. Mais qui conforte son "caractère de proximité". En ce sens que "la Médiature de la République assure auprès des administrations,

des collectivités locales, des établissements publics et tous les autres organismes investis d'une mission de service public, les fonctions de médiation, de concertation, de protection et de promotion des droits". C'est dire que la Médiature de la République ne devrait pas rendre de "décisions ayant un caractère exécutoire". D'autant que ses prérogatives devraient se limiter presque exclusivement à jouer "les interfaces" entre les administrations et les citoyens en privilégiant les voies du dialogue, du consensus, des règlements à l'amiable, etc. Ce qui sous-entend que, dans le même temps, elle ne saurait interférer dans le déroulement d'une procédure judiciaire ou remettre en cause le bien-fondé d'une décision de justice.

De fait, on ne peut s'empêcher de penser que ces "litiges" devraient s'articuler autour des actes ou faits commis par l'administration et

portant atteinte aux droits des administrés.

Un ajout supplémentaire de tâches qui nécessite le renforcement de ses composantes. De fait, pour son fonctionnement, "la Médiature comprend désormais, outre le Médiateur de la République et son adjoint, des Médiateurs délégués assistés de spécialistes des domaines nécessaires à l'efficacité de l'action de la Médiature. Celle-ci se compose en outre d'une Commission permanente érigée en organe délibérant".

C'est dire que l'adoption de ce texte devrait dynamiser cette institution, devenue aphone depuis un certain temps. Surtout que le poste de Médiateur de la République est vacant depuis là. Dans tous les cas, celui-ci est assujéti à un certain nombre d'incompatibilités. Au nombre de celles-ci figurent notamment les fonctions de parlementaire.

Quoi qu'il en soit, au sens des dis-



Photo: DR

Vue des membres du gouvernement lors du Conseil des ministres du 13 septembre dernier.

positions de l'article 3 du décret du 16 juillet 1992, "le médiateur de la République est choisi parmi les personnalités qualifiées ayant honoré le service de l'État au moins quinze ans (15)".

UDERE: Victor Missanda prône l'unité entre membres de la MRSE

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Victor Missanda, président de l'Union démocratique et républicaine (UDERE), accompagné de certains responsables de son écurie politique, a récemment séjourné dans la province du Haut-Ogooué. Objectif: implanter le parti dans ladite province. À Moanda tout comme à Bakoumba, la tête de file de l'UDERE a procédé à l'installation des cellules de base. Occasion pour ce dernier de jeter un regard dans le rétroviseur; mieux d'échanger à bâtons rompus avec ses militants du Haut-Ogooué. Revenant sur les sérieuses divergences enregistrées à l'Alliance démocratique et républicaine (Ndlr: son ancienne famille politique), puis le verdict défavorable du tribunal à son égard, Victor Missanda n'a pas manqué de rappeler que l'UDERE a été portée sur les fonts baptismaux le 10 août 2018. Soit quelques mois avant les



Photo: DR

Le président de l'UDERE prônant pour la cordialité entre les membres de la MRSE.

dernières élections couplées. D'où l'échec de son parti à ce scrutin. Par la suite, le positionnement politique de l'UDERE a occupé une place prépondérante dans les échanges. Victor Missanda de préciser que son parti est membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). "Nous devons entretenir de bons rapports avec les autres partis de la majorité", a-t-il lancé. Non sans préciser que le "Gabon est indivisible. Nous devons être unis", paraphrasant ainsi le dernier discours à la Nation du président de la République. Avant d'ajouter: "Nous devons travailler pour le

chef de l'État, Ali Bongo Ondimba". Une allusion explicite à la prochaine élection présidentielle. D'autant que selon les clauses et autres accords de la MRSE, le président du Parti démocratique gabonais (PDG) est de facto "candidat naturel".

Autre aspect évoqué et non des moindres, l'actuelle épidémie mondiale, le Covid-19. L'orateur du jour a invité l'assistance au strict respect des mesures barrières. "Pour lever les restrictions, vaccinez-vous", a recommandé Missanda, reprenant ainsi l'exhortation du premier magistrat gabonais.

76e Assemblée générale de l'Onu: Ali Bongo Ondimba intervient aujourd'hui



Photo: DR

Le ministre des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, et l'ambassadeur du Gabon auprès des Nations unies, mardi au siège de l'Onu à New York.

O.N.
Libreville/Gabon

LA 76e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (Onu) se tient depuis mardi. Ce rendez-vous qui est souvent marqué par les interventions des chefs d'État et de délégations a déjà enregistré le passage des leaders de plusieurs puissances. C'est le cas du Chinois Xi Jinping et de l'Américain Joe Biden. Le thème retenu pour cette session est: "Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la Covid-19, reconstruire durablement, répondre

aux besoins de la planète, respecter des personnes et revitaliser l'Onu". Pour sa part, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, intervient aujourd'hui, comme plusieurs autres dirigeants par visioconférence. Occasion pour lui de donner la position du Gabon sur les problématiques évoquées dans le thème de cette 76e session de l'Onu. À noter que le ministre gabonais des Affaires étrangères, Pacôme Moubelet Boubeya, se trouve depuis plusieurs jours au siège des Nations unies à New York (USA). Nous y reviendrons.